



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Monsieur L'inspecteur adjoint à madame la DASEN
Monsieur le secrétaire général
Mesdames et messieurs les membres du CSAsd,

En ce 8 mars 2024, date pas seulement symbolique, notre combat collectif est celui de toutes les femmes, de toutes celles qui souffrent, qui travaillent, ou pas, qui luttent, et de celles qui trop souvent se taisent et subissent, bien souvent, l'inadmissible. Inégalités salariales, précarité, violences sous toute forme, santé, faisons de cette journée internationale, un grand moment de luttes pour faire progresser les droits et les rendre effectifs.

Préalablement, nous remercions les services pour les documents fournis. La forme des documents est une chose, le contenu en est une autre, contenu à l'inverse de l'ambition que nous portons, à la FSU, pour l'Ecole Publique.

Nous commençons à bien connaître et comprendre les éléments du discours que vous véhiculez : trop d'écoles dans le département, dispersion excessive, fin de cycle pour les RPI tels que nous les avons connus, besoin de regrouper, centraliser, etc... Il ne vous étonnera pas que nous ne partageons pas cette analyse. Nous allons même plus loin, nous la pensons non seulement erronée, mais surtout à côté des préoccupations et des difficultés rencontrées par les professionnels du terrain, par les élèves, par les élus, par les familles.

Vous nous parliez de l'école de 2030 voire 2050 en groupe de travail, en référence à notre président Macron. Nous vous attendons sur l'Ecole d'aujourd'hui.

Aussi plutôt que d'égrener comme d'habitude nos revendications, la FSU-SNUipp a donné la parole aux collègues sur la plate-forme « J'alerte ». Les témoignages, fort nombreux, parlent d'eux-mêmes. Nous en avons, sans ajouts ou suppressions, sélectionné quelques-uns, pas forcément les plus cinglants :

1er témoignage

« Voilà maintenant 8 ans que je suis enseignante. Entrée dans l'EN avec la volonté de faire au mieux mon travail, j'ai depuis toujours occupé un poste de remplaçante. Dans ce cadre j'ai été amenée à travailler dans des contextes très variés à des distances plus ou moins importantes de chez moi. Je n'ai toujours pas de poste fixe et je m'occupe de 5 classes différentes sur une seule et même semaine dont ULIS et SEGPA pour lesquelles je n'ai aucune formation. J'ai le sentiment de servir de rustine à un bateau pneumatique qui coule, je constate chaque jour un peu plus la détérioration de nos conditions de travail. Dans des classes aux effectifs chargés, on nous demande d'inclure sans moyen des élèves en grande détresse. Dans un système où le manque de moyens humains et financiers est toujours de plus en plus présent et où notre hiérarchie semble toujours remettre en question nos pratiques pédagogiques en nous imposant des contraintes inutiles ... je songe à quitter le navire avant de couler avec lui. »

Réponse administrative : aucune

2ème témoignage

« Après 10 ans de carrière, je sais que ma démission est proche. Je ne supporte plus les injustices faites aux enfants et aux adultes dans ce système opaque et violent. Les mauvais traitements sont légions : les effectifs en maternelle, les élèves à besoins éducatifs particuliers, sans suivi ni AESH,

les conditions matérielles dégradées (bâti, matériel, pas de salle de sport, ni de préau...), les évaluations nationales qui tombent les premiers jours de classe et qui traumatisent les enfants en difficulté, les non remplacements, les difficultés sociales non traitées par l'administration et la justice dont les retombées se font sur les enfants.... Rien ne va. Et aucun soutien de la part de la hiérarchie proche ou lointaine. »

Réponse administrative : aucune, les réponses n'en sont pas.

3ème témoignage

« Directrice d'une petite école de Dordogne en zone de grande ruralité, j'exerce à 75% et suis complétée par une collègue les jeudis. Jeudi 14/12, le secrétariat de la circo m'appelle : la collègue du jeudi est en arrêt et ils n'ont personne pour la remplacer. La secrétaire me suggère alors de prendre ma classe !!! Vraiment choquée par ce manque de respect envers les personnels. Je trouve la tension croissante au sein de cette institution et je suis assez en colère. »

Réponse administrative : Voyant ma réaction, la secrétaire m'a finalement passé une conseillère péda qui m'a présenté des excuses.

4ème témoignage

« Il est difficile de travailler de manière efficiente. De plus en plus d'élèves rencontrent des difficultés scolaires et on gonfle les effectifs dans les classes. De plus, l'inclusion d'élèves avec des troubles du comportement ne permet pas un climat de travail serein et rend difficile les apprentissages tant pour les enseignants que pour les élèves. Il faut absolument développer les structures d'accueil et de soins pour ces élèves qui sont en souffrance dans les classes (non adaptées) et qui génèrent des troubles chez leurs camarades, sans oublier bien sûr la souffrance des enseignants qui ne sont pas formés à toutes ces conduites troublées. »

Réponse administrative : aucune

5ème témoignage

« Nous avons une inspection d'école. Tout le temps d'élaboration des questionnaires + compte rendu n'est pris que sur quelques heures de conseils de maitre. Pour le moment cela nous a pris 2 à 3h de travail chaque semaine depuis octobre ! Nous avons des élèves qui ont des notifications MDPH mais soit ils n'ont personne, soit la quotité horaire est inférieure à la notification. Nous venons travailler même malades avec de la fièvre pour ne pas laisser les collègues dans des galères car il n'y a pas de remplaçants et dans des petites écoles, ce sont les collègues qui assurent avec leurs effectifs ! »

Réponse administrative : Pour inspection d'école : prendre sur les conseils des maitres. AESH manquantes il n'y en a pas ! Remplacement, il n'y en a pas non plus !

6ème témoignage

« Rémunération qui doit être indexée sur l'inflation, nous ne pouvons plus faire face à la hausse des dépenses : taxe foncière, assurances, alimentation..... pas étonnant que l'éducation nationale n'attire plus. Nombre d'enfants avec dossier MDPH en forte hausse : 5 sur 20 élèves en GS, AESH mutualisées, pas de soins apportés par les parents, enfants (au pluriel) en crise en permanence dans la classe, qui insultent et frappent le personnel, comment faire classe aux autres enfants dans ces conditions ? »

Réponse administrative : aucune

7ème témoignage

« Longtemps je me suis levé tôt, très tôt, car je donnais à la mission plus que ne l'exige n'importe quel travail.

Et puis, petit à petit, année après année, ministre après ministre, tout a été bafoué. Notre rôle. Nos valeurs. Le respect. Jusqu'à la valeur de nos vies mêmes...

Aujourd'hui je suis en burn-out, et je ne me reconnais plus dans cette école -là»

Réponse administrative : le mépris

8ème témoignage

« Profession pas reconnue pas les gouvernants et les parents, mal payée. Demande de toujours plus avec toujours aussi peu de moyens. Pénibilité non reconnue et pourtant grandissante au fil de nos carrières si peu valorisées... »

Réponse administrative : Pas grand chose!!... toujours peu de moyens et mépris des enseignants.

9ème témoignage

« Le temps de travail est déjà très lourd entre: les pap, les ppre, la gestion des élèves, leur matériel, leur apprentissage, les différentes préparations, les corrections, les temps de surveillance, les 8h20 et les 13h20 que l'on donne gratuitement. ALORS, pourquoi ajouter les constellations où l'on perd 2 h à chaque rencontre, voir 3h et où l'on doit tout préparer seule pour les visites, on est à bout de souffle! »

Réponse administrative : la conseillère pédagogique se confond d'excuses, dis qu'elle a mal gérer son temps. Mais au bout de 3 animations, le constat reste le même, on prépare seul.

10 ème témoignage

« Années après années, c'est la dégringolade. Les injonctions s'empilent, les demandes incongrues, les protocoles PHARE, l'école ouverte, les évaluations standardisées, le savoir rouler à vélo, le savoir nager, le plan laïcité, les constellations imposées, les programmes formatés avec le rappel à la bonne conduite du fonctionnaire : un fonctionnaire, ça fonctionne et ça obéit, nous dit-on ! Nous, enseignants, qui faisons l'école avons la force et la fierté de penser qu'un fonctionnaire, ça réfléchit avant tout. C'est ce que nous faisons au quotidien avec nos élèves, les familles face à cette entreprise de casse du service public d'éducation. Nous opérons sans moyen, sans réel soutien, sans formation digne de ce nom, sans remplaçant, sans RASED, sans fric pour faire fonctionner nos écoles. Et en plus, on se fait engueuler et mépriser... Que feront ces fonctionnaires d'autorité si l'extrême-droite arrive par malheur au pouvoir ? Que feront-ils par exemple s'il nous est demandé de dénoncer les enfants et les familles sans papiers ? La question mérite d'être posée et le terme de résistance pourrait retrouver tout son sens. Il est temps de dire stop ! »

Réponse administrative : Au mieux du bla-bla, de la réunionniste inutile

Nous nous arrêtons là, cela se passe de commentaires.

La réponse que notre administration apporte est sans appel : face à ces difficultés, face à ces situations parfois dramatiques, face à cette pénurie, ce sera -9 postes.

Maintenant, et puisqu'il faut bien égrener, égrenons donc la liste des situations, avec surtout des fermetures de classes auxquelles nous nous opposerons sans ambiguïté. Nul doute qu'avec cette politique et cette carte scolaire de misère, les témoignages de l'année prochaine seront bien pire.

Les représentants de la FSU24